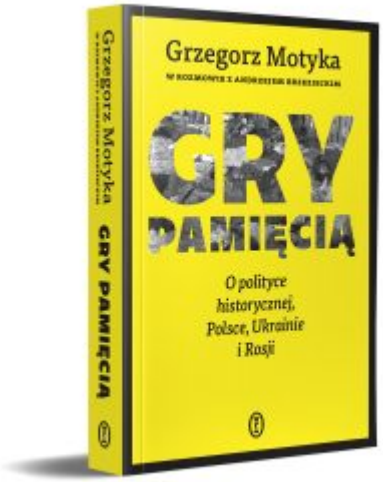
Pologne : Grzegorz Motyka dans les rouages des politiques de mémoire

Description

En 2019, les présidents polonais Andrzej Duda et ukrainien Volodymyr Zelensky trouvent un terrain d'entente : Kyïv lèvera l'interdiction d'exhumer les victimes polonaises des massacres de 1943-1945, Varsovie relèvera un monument dans un village des Basses-Carpates. Mais la lettre d'un responsable associatif et une note administrative vont suffire à enterrer le compromis pour cinq ans. Dans un livre-entretien, l'historien Grzegorz Motyka en raconte la mécanique de l'intérieur.

Entre 1943 et 1945, l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), dominée par l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), mène en Volhynie puis en Galicie orientale une campagne d'épuration contre la population polonaise. Des formations polonaises massacrent à leur tour, à une échelle moindre, des civils ukrainiens. Professeur à l'Académie polonaise des sciences et membre du collège de l'Institut de la mémoire nationale (IPN), Grzegorz Motyka est un spécialiste majeur de cette période et des relations polono-ukrainiennes. Dans *Gry pamięcią* (Jeux avec la mémoire), Andrzej Brzeziecki, ancien rédacteur en chef de *Nowa Europa Wschodnia*, retrace en dix chapitres le parcours de cet érudit, de l'Université catholique de Lublin en 1988 aux archives moscovites, à l'IPN et à Kyïv sous les bombes[(1)]. D'un chapitre à l'autre se révèle la disproportion entre la minceur des pièces de procédure et l'ampleur de ce qu'elles bloquent.



Une plaque à Monasterz

En 2017, après une vague de dégradations de monuments des deux côtés, Kyïv suspend les exhumations et subordonne leur reprise à la reconstruction de tous les mémoriaux détruits. Or, selon G. Motyka, tous sauf un avaient été érigés illégalement et portaient des inscriptions glorifiant l'UPA. Le seul en règle se trouve à Monasterz : un monument élevé en 1999 avec l'accord d'Andrzej Przewoźnik, alors secrétaire du Conseil de protection des lieux de mémoire, sur la tombe de soixante-deux partisans de l'UPA tués en mars 1945 par les gardes-frontières du NKVD.

Un compromis est scellé fin août 2019 : Kyïv lèvera l'interdiction si Varsovie relève ce monument. Mais, trois semaines plus tard, le président d'une association de victimes écrit à l'IPN que les noms de la plaque seraient inexacts. En janvier 2020, un responsable de l'antenne de Rzeszów conclut dans une note qu'on ne pourra identifier les morts qu'après exhumation et que des criminels pourraient s'y trouver. Il faudrait donc exhumer soixante-deux squelettes, puis retrouver les familles des déplacés de 1945-1947 pour les tests ADN.

L'auteur de la lettre, souligne G. Motyka, avait servi en 1944-1945 dans les bataillons de destruction, milice soviétique auxiliaire du NKVD. La tombe sera relevée, mais sans les noms et avec une inscription nouvelle. Kyïv maintient l'interdiction et produit sa copie de l'accord signé par A. Przewoźnik, dont Varsovie avait perdu l'exemplaire. G. Motyka convoque Louis-Vincent Thomas, pour qui le mort sans corps devient deux fois absent, ni chez les vivants ni chez les morts[(2)]. Tant que les tombes manqueront, les familles produiront des Antigones, estime-t-il. Quarante-deux dépouilles ont été inhumées à Puźniki le 6 septembre 2025.

Les îles Lipari

Sous la querelle des plaques se dispute l'origine : les massacres ont-ils été programmés, ou ont-ils débordé ? En octobre 1934, à Marseille, des oustachis et des révolutionnaires macédoniens abattent le roi Alexandre Ier de Yougoslavie. Mussolini, soupçonné de les soutenir, les interne aux îles Lipari avec la dizaine d'Ukrainiens qui les avaient entraînés avant l'attentat. Parmi eux, Mykhaïlo Kolodzinski, ancien responsable de la section militaire de l'OUN en Pologne, y rédige sa *Doctrine militaire ukrainienne*.

Mykhaïlo Kolodzinski y programme une insurrection « depuis le premier village » : nettoyer des localités isolées, en faire des républiques insurgées, gagner des régions entières. Les tueries de Polonais et de Juifs devaient passer pour des jacqueries spontanées. Il voulait que « *la dixième génération encore ait peur de regarder vers l'Ukraine* ». Le calcul a fonctionné : le renseignement polonais tenait ces informations pour des fantaisies.

Dmytro Kliatchkivski, dit « Klym Savour », qui commande l'OUN et l'UPA en Volhynie, applique ce programme à partir de 1943. En novembre, Roman Choukhevytch, devenu en mai chef de l'OUN, inspecte la région et y trouve des zones entières tenues par les Ukrainiens, avec écoles et administration. Il étend la méthode à la Galicie orientale avec deux correctifs : avertir la population par des tracts, ne tuer que les hommes. Un ordre du commandement précise qu'il « *répète encore une fois* » que les tracts doivent précéder l'attaque et non la suivre, preuve, pour lui, que l'ordre restait lettre morte.

La filiation entre Kolodzinski et Kliatchkivski reste hypothétique : Oleksandr Zaïtsev, historien ukrainien du nationalisme intégral qui a mis G. Motyka sur cette piste, n'y voit qu'une hypothèse parmi d'autres. Aucun massacre spontané d'un village polonais par des paysans n'est cependant documenté ; quand un village entier était tué, les organisateurs venaient de l'OUN et de l'UPA. Les paysans mobilisés de force recevaient des torches et des allumettes : d'une valeur militaire faible, ils donnaient l'apparence d'une révolte populaire. Sur cinq millions d'Ukrainiens dans les deux régions, G. Motyka estime à quarante ou cinquante mille les participants aux massacres(3) et refuse d'en accuser la paysannerie en bloc(4).

Le thermomètre cassé

Les deux historiographies ne comptent pas de la même manière. Depuis 2003, la politique mémorielle ukrainienne repose, selon G. Motyka, sur une équivalence entre l'UPA et l'Armée de l'intérieur (AK), bras armé de l'État clandestin polonais. L'historien ukrainien Volodymyr Viatrovytch parle d'une « *guerre polono-ukrainienne* », tandis que Bohdan Houd, dont les travaux inspirent les autorités ukrainiennes, reporte la responsabilité morale sur les propriétaires terriens polonais qui auraient fabriqué des paysans barbares. G. Motyka souligne que ce récit reprend le schéma russe sur l'Holodomor, la famine organisée de 1932-1933, une grande tragédie commune dont la mémoire devrait unir et où personne n'est désigné.

L'historien polonais ne ménage pas pour autant les siens. Pour la chercheure Ewa Siemaszko, l'OUN et l'UPA contraignaient les conjoints ukrainiens des couples mixtes à tuer leur femme ou leur mari polonais, et le crime l'emportait presque toujours. G. Motyka lit ses données à rebours : dans un tiers des cas l'un tuait l'autre, souvent sous la contrainte ; dans le deuxième, les époux mouraient ensemble ; dans le dernier, ils fuyaient ensemble. En mars 1944, l'AK de la région de Lublin frappe préventivement des villages ukrainiens et tue plus d'un millier de personnes ; son commandement juge l'opération controversée et annonce une enquête, alors que le droit de l'État clandestin n'autorisait les exécutions qu'au cas par cas, après jugement.

Fin 2025, il polémique avec son pair Igor Hałagida, à qui il reproche de n'avoir mobilisé que quinze publications polonaises et d'imputer à la police polonaise des pacifications où elle n'était qu'un élément d'un dispositif plus large. Sa formule (« *casser le thermomètre ne fait pas tomber la fièvre* ») lui vaut d'être accusé d'invective.

Un hareng pour six

Le comptage a aussi un versant judiciaire. Le 28 mars 1947, l'UPA tue le général Karol Świerczewski. Le lendemain, le bureau politique du Parti ouvrier polonais décide, « *dans le cadre d'une action répressive* », de déporter les Ukrainiens encore présents en Pologne. Ils seront 140 000, Ukrainiens, Lemkos et Boïkos (populations ruthènes des Carpates),

dispersés vers les territoires repris à l'Allemagne, à plus de cent kilomètres de la frontière, sans droit de déménager. Le critère initial, la moindre ascendance ukrainienne ou l'appartenance gréco-catholique ou orthodoxe, est abandonné en quinze jours : presque chaque famille comptant un mariage mixte, l'appliquer aurait vidé la région. Deux tiers des déportés sont des femmes et des enfants.

En avril, les autorités baptisent la déportation « Wisła », du nom de la Vistule. G. Motyka y voit un emprunt à la crue de mars 1947, dont les images, aux actualités filmées, voisinaient avec celles des obsèques de Świerczewski ; le nom d'un fleuve que l'armée venait de secourir masquait le caractère répressif de l'opération.

En novembre 2023, le parquet de l'IPN classe l'enquête en présentant l'opération comme une évacuation préventive, protectrice et humaine. G. Motyka oppose les rations distribuées à la gare d'embarquement de Łukawica (250 grammes de pain par personne et par jour, un hareng pour six), et plus de soixante morts dans les convois. Le tribunal régional de Varsovie a annulé le classement le 17 juillet 2024 et renvoyé le dossier à l'antenne de Rzeszów ; aucune décision n'a été rendue publique depuis.

Les papiers du FSB

Un troisième acteur suit tous ces dossiers, sans y figurer. En septembre 2022, le FSB a rendu publics des documents sur les crimes de l'UPA, dont un rapport de février 1943 du NKGB de Pavel Soudoplatov sur l'anéantissement du village de Parośla, dont l'historiographie ukrainienne conteste l'attribution à l'UPA. G. Motyka écarte l'idée que Moscou ait voulu donner raison à Varsovie : l'objectif était d'attiser la dispute, et les Russes se sont découverts en montrant qu'ils maîtrisent le dossier dans le détail. Membre de la commission polonaise sur les influences russes, il se dit convaincu qu'à Moscou quelqu'un a été décoré pour avoir brouillé Varsovie et Kyïv au sujet des exhumations. L'hypothèse reste aussi logique qu'invérifiable.

On regrettera que les contraintes pesant sur les historiens ukrainiens, pressions politiques et enjeu existentiel de l'unité nationale en temps de guerre, pourtant bien décrites, disparaissent souvent lorsque G. Motyka formule ses jugements les plus sévères à l'égard de Kyïv. Le livre suppose en outre acquise une chronologie des événements que le lecteur français devra chercher ailleurs. Mais il y trouvera un praticien d'envergure qui explique par quelles mains un dossier historique s'enlise.

Notes :

(1) Grzegorz Motyka, Andrzej Brzeziecki, *Gry pamięcią. O polityce historycznej, Polsce, Ukrainie i Rosji* (Jeux avec la mémoire. De la politique historique, de la Pologne, de l'Ukraine et de la Russie), Cracovie, Wydawnictwo Literackie, 2026, 328 p. Les traductions du polonais sont de l'auteur.

(2) Source non précisée par G. Motyka ; voir L.-V. Thomas, *Anthropologie de la mort*, Payot, 1975.

(3) Il retient 80 000 à 100 000 victimes polonaises et 10 000 à 20 000 victimes ukrainiennes, 1943-1945.

(4) G. Motyka s'écarte ici d'Antoine Prisset-Hugues, « Ukraine-Pologne : une guerre des mémoires en voie de résolution ? », *Regard sur l'Est*, 23 mars 2026.

* Charles Garatynski est écrivain et critique littéraire, lauréat 2025 du prix de l'écrivain de la diaspora polonaise.

Pour citer cet article : Charles Garatynski (2026), « Pologne : Grzegorz Motyka dans les rouages des politiques de mémoire », *Regard sur l'Est*, 21 septembre.

Retour en haut de page

date créée
21/09/2026
Champs de Méta
Auteur-article : Charles Garatynski*